

azimuts contre le virus

A l'hôpital de Monaco, des tablettes pour le contact

L'initiative est inédite et originale. Depuis mardi, le Centre hospitalier Princesse Grace de Monaco dispose d'un lot de tablettes numériques distribuées aux patients des unités dédiées au Covid-19 pour favoriser le suivi. En effet, la tablette permet au personnel soignant de converser avec le patient pour écouter ses demandes ou ses besoins, sans entrer systématiquement dans la chambre. Ce qui permet aux médecins et infirmières de moins s'exposer au virus.

« Dans la situation du Covid, nous avons un rapport moins fréquent au patient que lors d'une hospitalisation classique ; cette possibilité de visio apporte beaucoup d'humanité et permet plus de confort et moins de stress », témoigne le docteur Christophe Perrin.



Grâce à la vidéoconférence, les tablettes permettent aux soignants d'échanger avec les patients, en limitant les contacts et l'exposition au virus. (DR)

Un suivi médical par écran interposé

« Ces tablettes sont aussi utiles au suivi médical du patient, en évitant le contact. Notamment pour les échanges avec un psychologue. Elles servent aussi à des exercices respiratoires, avec un kiné, par écran interposé, qui explique les gestes à faire », détaille la directrice du CHPG, Benoîte de Sevelinges. Elle avait inscrit à sa feuille de route pour 2021 l'équipement de son établissement en tablettes pour les patients. La situation de cette crise du Coronavirus a précipité la chose.

« Le 28 mars dernier, j'ai sollicité l'aide

de Monaco Telecom et Telis pour trouver des stocks de produits Apple. Les deux sociétés monégasques ont rassemblé, en quatre jours, 77 tablettes qu'elles ont eu la gentillesse de nous offrir. » Un beau cadeau pour les équipes, qui « bricolaient » depuis le début de la crise avec le téléphone des chambres ou des babyphones.

En complément, ces tablettes offrent

aussi une échappée aux patients dans leur chambre. « Ils peuvent contacter leur famille, en visioconférence, mais aussi disposer d'une offre de loisirs que nous avons élaborée avec les Rencontres philosophiques et l'Opéra de Monte-Carlo qui nous ont fourni du contenu en conférences et en spectacles. »

CEDRIC VERANY
cverany@monacomatin.mc

“StopCovid” : l'exécutif planche sur une application pour tracer l'épidémie

Utiliser les données de nos téléphones pour lutter contre le coronavirus, tout en évitant les atteintes aux libertés individuelles : le gouvernement français planche sur ce sujet épineux avec un projet d'application mobile pour « identifier les chaînes de transmission », sur « la base du volontariat ». D'abord hostile à l'idée d'un traçage numérique et face à des élus aux aguets sur cette question, l'exécutif prépare désormais les esprits à un éventuel recours à cette technique dans le cadre de la stratégie de déconfinement de la population, afin d'éviter une nouvelle flambée de l'épidémie.

Basée sur le Bluetooth

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, et le secrétaire d'Etat au Numérique, Cédric O, dans un entretien au journal *Le Monde* paru hier, expliquent que le gouvernement planche sur un projet baptisé « StopCovid ». Il vise à « développer une application qui pourrait limiter la diffusion du virus en identifiant des chaînes de transmission », tout en étant respectueuse de la vie privée et des libertés



individuelles, détaille Cédric O. « Aucune décision n'est prise mais l'idée serait de prévenir les personnes qui ont été en contact avec un malade testé positif afin qu'elles puissent se faire tester elles-mêmes et, si besoin, être prises en charge très tôt ou bien se confiner », explique-t-il. L'application s'appuie sur la technologie Bluetooth, qui permet à nos smartphones d'identifier des appareils à proximité (écouteurs, enceintes, imprimantes...), mais pas le recueil de données de géolocalisation. Le précédent secrétaire d'Etat au Numé-

rique, Mounir Mahjoubi, dans une note remise aux députés, explique que près de huit Français sur dix possèdent un smartphone équipé d'un capteur Bluetooth. L'application ne serait utilisée que sur une base volontaire et pourrait être « désinstallée à tout moment », assure Cédric O. « Elle retracera l'historique des relations sociales qui ont eu lieu dans les jours précédents, sans permettre aucune consultation extérieure, ni transmettre aucune donnée », précise-t-il. « Lorsque deux personnes se croisent pendant une certaine durée, et à une distance rapprochée, le téléphone portable de l'un enregistre les références de l'autre dans son historique. Si un cas positif se déclare, ceux qui auront été en contact avec cette personne sont prévenus de manière automatique. »

Singapour l'utilise

Singapour a recours à ce système, qu'elle a baptisé *Trace Together* : une application lancée le 20 mars y avait été téléchargée un million de fois au 1^{er} avril, selon un pointage du gouvernement, pour une population totale dans la ville-Etat de 5,7 millions de personnes.

Jean Leonetti : « Essayons d'abord de faire respecter les mesures... »

Rejoindre la vague ? Pas vraiment. Une nouvelle mesure pour chaque jour de la semaine ? Pas le moment. Interrogé sur la tendance poussant les maires des communes à être pionniers en signant des arrêtés encadrant spécifiquement la crise sanitaire dans leur commune, le premier magistrat d'Antibes lève les sourcils : « Je l'ai toujours dit. En médecine, on vous parle de calme, de cohérence et de coordination en temps de crise. Et c'est bien ce qui nous manque. » Redoutant les grands écarts dans la gestion du confinement pour la population selon son lieu de résidence, Jean Leonetti tempère : « Il vaudrait mieux essayer avant toute chose de faire respecter les mesures que l'on a prises. C'est ce à quoi je m'attelle, sans effet de style certes. » Allant en ce sens, il sourit : « Je n'appelle pas les médias à chaque fois que des choses qui tombent sous le sens sont mises en place, comme le lien dans les Ehpad avec les familles via les outils numériques. »



Jean Leonetti ne sera pas sur la ligne de départ de la course à l'échalote... (Photo archives S. B.)

stop à la course à l'échalote : « Restons sur l'essentiel. » A ce titre, le président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis a demandé au préfet « de constituer une cellule de coordination avec les maires, l'ensemble des collectivités territoriales et la chambre de commerce et d'industrie ». Le but ? « Préparer le déconfinement dans un esprit d'équité et d'égalité pour toute la population. »

MARGOT DASQUE
mdasque@nicematin.fr

Une cellule de coordination demandée au préfet

Bref, le maire d'Antibes dit

Le préfet souhaite aussi que les maires jouent plus collectif

Alors que les maires multiplient les initiatives pour faire face à la crise sanitaire dans leurs communes, Bernard Gonzalez, le représentant de l'Etat, souhaite privilégier une approche plus collective. Distributions ou obligation de port du masque, mesures de couvre-feu, restrictions d'horaires pour les activités physiques, stratégies dans la perspective du déconfinement : les mesures décidées par les maires fleurissent à Nice, Cannes, Le Cannet, Mandelieu... Le préfet, qui ne cache pas sa volonté de faire en sorte que les élus des différentes villes et structures intercommunales travaillent davantage ensemble, entend favoriser une réflexion commune et des actions plus concertées, au sujet par exemple du port du masque ou des commandes de matériel. Une démarche qui fait écho aux propos du maire d'Antibes Jean Leonetti, qui a dénoncé une « surenchère des mesures prises de façon isolée par certaines villes » (voir ci-dessus). Premier préfet à instaurer un couvre-feu depuis le début de la crise sanitaire, Bernard Gonzalez considère que le respect absolu du confinement doit rester la priorité absolue. De nouvelles mesures pourraient d'ailleurs être annoncées à l'approche du week-end de Pâques.